

Investissement Québec : information sur la rentabilité financière et la performance économique

CHAPITRE

1

Présentation d'Investissement Québec

Société d'État constituée en 2011 par la fusion de ses activités avec celles de la Société générale de financement (SGF)

Sa mission

- Contribuer au développement économique du Québec
- Offrir aux entreprises des produits de financement : prêts, garanties de prêt, prises de participation par l'achat de capital-actions

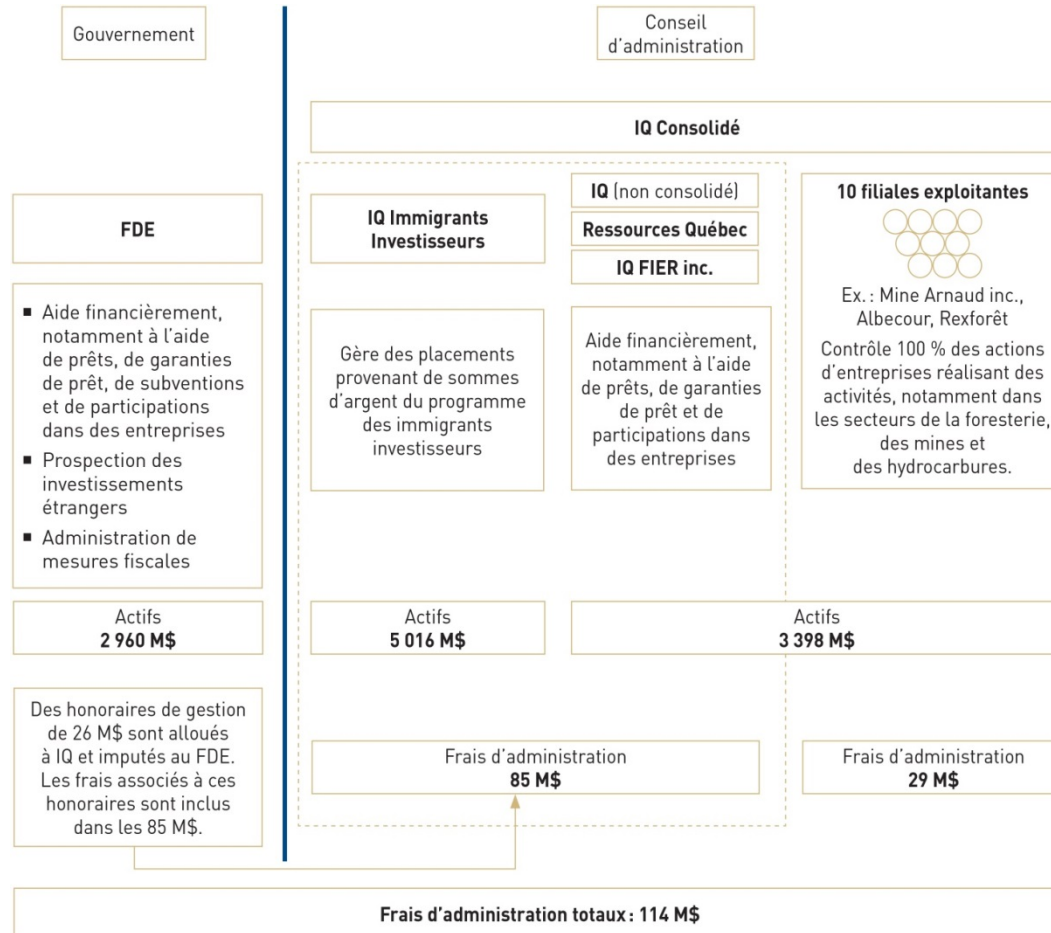
Investissement Québec (IQ)

- 1 163 interventions pour un financement total de 934,6 M\$

Mandataire du gouvernement : Fonds du développement économique (FDE)

- 200 interventions financières d'une valeur totale de 310 M\$

Présentation d'Investissement Québec (suite)



Qu'avons-nous vérifié?

- IQ oriente-t-elle ses interventions financières dans un souci de rentabilité et de complémentarité des partenaires?
- Prend-elle des mesures appropriées pour gérer ses frais généraux et administratifs de façon économique?
- Présente-t-elle un portrait fidèle de sa performance?

Principaux constats

Différenciation des interventions d'IQ et du FDE

Ce qu'il faut savoir : la mission d'IQ et les objectifs du FDE sont assez semblables

- Les critères pour déterminer si les interventions financières d'importance doivent être réalisées par le FDE ou par IQ ne sont pas précis.
 - Il est difficile de différencier la responsabilité et l'imputabilité qui reviennent à la Société de celles qui incombent au gouvernement.
- Exemple de RONA
 - L'intervention financière a été réalisée avec les capitaux propres d'IQ à la demande des autorités gouvernementales.
 - Le projet répondait plus aux caractéristiques d'une intervention faite par le FDE (nature commerciale, caractère structurant).
 - Le CA d'IQ ne considérait pas qu'il avait toute la latitude pour autoriser la vente sans avoir consulté le gouvernement.

Principaux constats

Évaluation de la performance

IQ ne prend pas en compte le coût d'emprunt du gouvernement, conformément à ce qui est prévu dans sa loi, lorsqu'elle définit son objectif de rentabilité financière.

- Le taux d'intérêt moyen pondéré du service de la dette est de 4 %.
- Pour 2011-2015, la cible de rentabilité a été fixée à 2 % avant le 31 mars 2013; IQ visait à obtenir progressivement une rentabilité équivalente au coût d'emprunt.
- Depuis la fusion, à l'exception de 2012-2103, la rentabilité a été inférieure au coût d'emprunt sans qu'IQ donne d'explications.
- Pour 2016-2019, IQ vise un rendement moyen de 1,6 %.

Principaux constats

Évaluation de la performance (suite)

L'information produite par IQ rend difficile l'évaluation de sa performance tant par les administrateurs de la Société que par les utilisateurs externes.

- Peu de détails sont fournis sur le résultat net de 96 M\$ de 2014-2015
 - 16 M\$ des 96 M\$ sont attribuables au rendement de la trésorerie et effet important sur le résultat de l'ajustement de la provision pour pertes
- Il n'existe pas de portrait adéquat de l'impact des interventions
 - Il y a peu de contrôle pour assurer la fiabilité de l'information concernant le nombre d'emplois créés ou sauvegardés; IQ s'appuie uniquement sur les renseignements déclarés par l'entreprise.
 - IQ ne précise pas que seulement 1,4 G\$ sur les 6,8 G\$ de projets qu'elle soutient génère des retombées économiques.

Principaux constats

Évaluation de la performance (suite)

Tableau 5 Impacts des interventions financières réalisées en 2014-2015
(information présentée aux administrateurs)

Produits financiers	Nombre d'interventions	Montant autorisé par IQ (M\$)	Valeur déclarée des projets (M\$)	Nombre d'emplois créés ou sauvegardés
Financement (prêts, garanties et participations)				
De 5 M\$ et moins ¹	569	329,9	912,3	2 761
De 5 M\$ et plus ²	22	332,4	3 316,1	851
Auprès d'entreprises d'économie sociale	57	103,4	1 735,5	150
Financement de crédits d'impôt	206	75,2	283,3	604
Fonds et capital de risque	2	54,7	37,8	293
Sous-total	856	895,6	6 285,0	4 659
Immigrants investisseurs	307	39,0	532,6	2 324
Total	1 163	934,6	6 817,6	6 983

1. La valeur de l'aide financière accordée pour cette catégorie de produits est généralement de 5 M\$ et moins. Elle pourrait dans certains cas être supérieure.

2. Il s'agit du financement associé aux comptes majeurs dont la valeur de l'aide accordée est généralement de 5 M\$ et plus.

Source : Investissement Québec.

Principaux constats

Évaluation de la performance (suite)

Tableau 6 Impacts des interventions financières réalisées en 2014-2015

Produits financiers	Montant autorisé par IQ (M\$)	Valeur déclarée des projets (M\$)	Valeur déclarée des projets qui génèrent des retombées économiques (M\$)
Financement (prêts, garanties et participations)			
De 5 M\$ et moins ¹	329,9	912,3	422,9
De 5 M\$ et plus ²	332,4	3 316,1	370,3
Auprès d'entreprises d'économie sociale	103,4	1 735,5	136,7
Financement de crédits d'impôt	75,2	283,3	–
Fonds et capital de risque	54,7	37,8	–
Sous-total	895,6	6 285,0	929,9
Immigrants investisseurs	39,0	532,6	517,5
Total	934,6	6 817,6	1 447,3

1. La valeur de l'aide financière accordée pour cette catégorie de produits est généralement de 5 M\$ et moins. Elle pourrait dans certains cas être supérieure.
2. Il s'agit du financement associé aux comptes majeurs dont la valeur de l'aide accordée est généralement de 5 M\$ et plus.

Source : Investissement Québec.

Principaux constats

Économie liée à la fusion

- En 2011-2012, IQ a fusionné ses activités avec celles de la SGF.
- Un objectif d'économie annuelle de l'ordre de 10 à 15 M\$ était lié à la fusion.
- L'objectif d'économie résultant de la fusion est pleinement atteint dès la première année (information au rapport annuel de gestion 2011-2012 d'IQ).
- Par ailleurs, IQ considère qu'elle a répondu, par les seules économies réalisées à la suite de la fusion, aux demandes de la loi adoptée d'après le projet de loi n^o 100.

Principaux constats

Économie liée à la fusion (suite)

- Les frais d'administration de 97,6 M\$ employés pour calculer les économies réalisées à la suite de la fusion sont surévalués de 12,7 M\$ par rapport aux frais réels d'avant la fusion.
- Ainsi, IQ n'a pas atteint l'objectif d'économie demandé.

	Budget utilisé pour justifier les économies	Dépenses réelles avant la fusion	Dépenses réelles après la fusion (2011-2012)	Dépenses réelles après la fusion (2012-2013)
Rémunération	62,1	57,5	53,9	56,2
Autres dépenses	35,5	27,4	29,4	28,6
Total avant imputation	97,6	84,9	83,3	84,8
Imputation aux filiales de gestion financière	-	-	3,6	7,5
Total	97,6	84,9	79,7	77,3

Sources : Investissement Québec ; SGF.

Principaux constats

Frais d'administration

- Selon le rapport annuel de gestion 2014-2015 d'IQ
 - « Les frais d'administration d'Investissement Québec se chiffrent à 76 M\$, en baisse par rapport aux 79 M\$ de l'an dernier. Les économies ont été réalisées principalement au chapitre des dépenses de déplacement et représentation et des honoraires professionnels. »
 - Nos travaux indiquent
 - que la diminution est principalement attribuable à un remboursement de taxes sur les intrants de 2 M\$
 - qu'en considérant les dépenses imputées aux filiales, les frais d'administration sous le contrôle d'IQ sont de 85 M\$ et ils sont en hausse entre 2011-2012 et 2014-2015.

Principaux constats

Frais d'administration (suite)

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
A Frais d'administration présentés par IQ	79 660	77 288	79 167	76 492 ¹
B Variation depuis 2011 (%)		(3,0)	(0,7)	(4,0)
C Frais d'administration d'IQ imputés aux filiales de gestion financière	3 637	7 473	8 573	8 532
D Variation depuis 2011 (%)		105,5	135,7	134,6
E Sous-total	83 297	84 761	87 740	85 024
F Variation depuis 2011 (%)		1,7	5,3	2,0
G Autres frais généraux associés aux filiales d'exploitation	12 028	16 105	17 948	28 895 ²
H Variation depuis 2011 (%)		34,5	49,9	141,4
I Total	95 325	100 866	105 688	113 919
J Variation depuis 2011 (%)		5,8	10,9	19,5

1. Ce montant inclut un remboursement de la taxe sur les intrants de 2 millions de dollars, attribuable aux années 2012-2013 et 2013-2014, mais comptabilisé en 2014-2015. Si ce n'était du remboursement de cette taxe, les frais d'administration présentés par IQ auraient été de 78 492 000 dollars et le total de ces frais de 87 024 000 dollars.
2. Cette somme inclut un montant de 11,4 millions de dollars pour des pertes sur des actifs du secteur minier.

Source : Investissement Québec.

Principaux constats

Frais d'administration (suite)

Honoraires professionnels : certaines directions d'IQ ont recours à des contrats conclus de gré à gré de manière régulière

- La politique d'IQ permet les contrats de gré à gré pour certains services.
- Les honoraires versés à certains fournisseurs ont plus que doublé depuis 2011.

Bonis : les indicateurs ne sont pas tous adéquats et les cibles peu contraignantes

- L'indicateur sur le respect du budget des frais d'administration est toujours supérieur de 2 à 8 M\$ par rapport aux dépenses réelles de l'exercice précédent.

Principaux constats

Gouvernance

Le CA ne dispose pas de renseignements suffisants sur la rentabilité financière et la performance économique d'IQ.

- Il n'a pas toujours joué adéquatement son rôle à ce sujet.
- Il n'y a pas de mention aux procès-verbaux concernant des discussions sur le rendement financier, la nature des frais d'administration et les efforts faits pour les diminuer.
- Les enjeux reliés à la création d'emplois et aux retombées économiques sont des sujets peu traités.
- Depuis 2010-2011, IQ n'a pas réalisé d'exercice d'étalonnage, tel que cela est exigé par la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État*.

Commentaires de l'entité vérifiée

L'entité vérifiée a adhéré à toutes nos recommandations.

Certains commentaires de la Société ont suscité une réaction de notre part.

- Performance (rentabilité financière par rapport aux retombées économiques)
- Frais d'administration liés aux filiales
- Économies liées à la fusion